CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Railway Relocation and Crossing Act

Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer

R.S.C., 1985, c. R-4

L.R.C. (1985), ch. R-4

Current to June 21, 2026

À jour au 21 juin 2026

Published by the Minister of Justice at the following address:
http://laws-lois.justice.gc.ca

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
http://lois-laws.justice.gc.ca

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1er juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

This consolidation is current to June 21, 2026. Any amendments that were not in force as of June 21, 2026 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

NOTE

Cette codification est à jour au 21 juin 2026. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 21 juin 2026 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to facilitate the relocation of railway lines or rerouting of railway traffic in urban areas and to provide financial assistance for work done for the protection, safety and convenience of the public at railway crossings

Short Title

1 Short title

Interpretation

2 Definitions

PART I

Joint Urban Development and Transportation Plans

3 Application to Agency

4 Examination of federal involvement

5 Financial plan to accompany application

6 Submission to Agency of transportation plan

7 Order following approval

8 Order following approval

9 Acquisition of railway land

10 Necessary laws

11 Power to dispose of property

12 Power to withhold funds

13 Recommending relocation grant

14 Valuation of lands

15 Determining net cost of railway relocation

PARTS II AND III

[Repealed, R.S., 1985, c. 32 (4th Supp.), s. 118]

TABLE ANALYTIQUE

Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer

Titre abrégé

1 Titre abrégé

Définitions

2 Définitions

PARTIE I

Plans conjoints d'aménagement urbain et de transport

3 Demande à l'Office

4 Examen de l'intervention fédérale

5 Un plan de financement doit accompagner la demande

6 Présentation à l'Office du plan de transport

7 Ordonnance consécutive à l'approbation

8 Ordonnance consécutive à l'approbation

9 Acquisition d'un terrain de chemin de fer

10 Lois nécessaires

11 Pouvoir de disposer des biens

12 Pouvoir de retenir des fonds

13 Recommandation d'une subvention de déplacement de lignes

14 Évaluation des terrains

15 Détermination des frais nets de déplacement de lignes de chemin de fer

PARTIES II ET III

[Abrogées, L.R. (1985), ch. 32 (4e suppl.), art. 118]

SCHEDULE

Determining Net Costs of Railway Relocation

ANNEXE

Détermination des frais nets de déplacement des lignes de chemin de fer

R.S.C., 1985, c. R-4

L.R.C., 1985, ch. R-4

An Act to facilitate the relocation of railway lines or rerouting of railway traffic in urban areas and to provide financial assistance for work done for the protection, safety and convenience of the public at railway crossings

Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Railway Relocation and Crossing Act*.

1974, c. 12, s. 1.

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer*.

1974, ch. 12, art. 1.

Interpretation

Definitions

2 (1) In this Act,

Agency means the Canadian Transportation Agency; (*Office*)

railway crossing means any railway crossing of a highway or highway crossing of a railway and any manner of construction of the railway or highway by the elevation or depression of the one above or below the other, or by the diversion of the one or the other, and any work ordered or authorized by the Agency to be provided as one work for the protection, safety and convenience of the public in respect of one or more railways with as many tracks crossing or crossed as the Agency in its discretion determines; (*croisement de chemin de fer*)

transportation plan means a plan for the control of transportation within a defined area proposing as of some specific time the layout of any streets, highways, bridges, railway lines, railway crossings at level or at grade separations, bus routes, rapid transit lines, railway stations, bus terminals, rapid transit stations and

Définitions

Définitions

2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

croisement de chemin de fer Tout croisement par un chemin de fer d'une voie publique ou d'un chemin de fer par une voie publique, et tout mode de construction de la voie ferrée ou de la voie publique par élévation ou abaissement de l'un au-dessus ou au-dessous de l'autre, ou par déviation de l'un ou de l'autre, et tout ouvrage dont l'Office ordonne ou autorise l'exécution à titre d'ouvrage destiné à la protection, la sécurité et la commodité du public relativement à un ou plusieurs chemins de fer qui comptent autant de voies croisant ou croisées que l'Office fixe à sa discrétion. (*railway crossing*)

Office L'Office des transports du Canada. (*Agency*)

plan d'aménagement urbain Plan concernant l'aménagement et l'utilisation du sol dans une zone urbaine ou dans celle-ci et dans des zones adjacentes, aux termes duquel il est proposé de surveiller et de réglementer l'utilisation de ce sol aux fins de l'industrie, du commerce, du gouvernement, des loisirs, des transports, d'hôpitaux,

wharves and airports within the defined area; (*plan de transport*)

urban area means an area and areas adjacent thereto that are classified by Statistics Canada in its most recent census of Canada as urban; (*zone urbaine*)

urban development plan means a plan respecting the development and use of land within or within and adjacent to an urban area whereby it is proposed to control and regulate the use of that land for purposes of industry, commerce, government, recreation, transportation, hospitals, schools, churches, residences, homes for the elderly or for other purposes or classes of users, with or without subdivisions of the various classes. (*plan d'aménagement urbain*)

Other words and expressions

(2) Unless otherwise provided in this Act, words and expressions in this Act have the same meanings as in Parts I and III of the *Canada Transportation Act* and the *Railway Safety Act*.

R.S., 1985, c. R-4, s. 2; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359, c. 32 (4th Supp.), s. 115; 1996, c. 10, s. 259.

d'écoles, d'églises, de l'habitation, de maisons pour vieillards ou à d'autres fins ou catégories d'usagers, avec ou sans subdivisions de ces diverses catégories. (*urban development plan*)

plan de transport Plan en vue de la surveillance des transports dans une zone délimitée proposant, à une date déterminée, le tracé de toutes rues, voies publiques, ponts, lignes de chemin de fer, croisements de chemin de fer, à niveau ou étagés, itinéraires d'autobus, lignes de transports rapides, gares de chemin de fer, terminus d'autobus, stations de transports rapides et quais et aéroports dans cette zone délimitée. (*transportation plan*)

zone urbaine Une zone et les zones adjacentes à celle-ci, que Statistique Canada a classées comme urbaines lors de son dernier recensement. (*urban area*)

Autre terminologie

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens des parties I et III de la *Loi sur les transports au Canada* et de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 2; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359, ch. 32 (4e suppl.), art. 115; 1996, ch. 10, art. 259.

PART I

Joint Urban Development and Transportation Plans

Application to Agency

3 (1) Where, in respect of an area in a province that includes or comprises an urban area, in this Part called a "transportation study area", the government of the province and all the municipalities within that area have agreed on an urban development plan and transportation plan, in this Part called an "accepted plan", for that transportation study area, the province or a municipality may, subject to subsection 4(1), apply to the Agency for such orders as the Agency may make under section 7 or 8 and as are necessary to carry out the accepted plan.

Part of urban area

(2) The Agency may receive an application in respect of a transportation study area that includes only a part of an urban area if the Agency is satisfied that the accepted plan materially affects only those municipalities located wholly or in part in the transportation study area to which the accepted plan relates.

PARTIE I

Plans conjoints d'aménagement urbain et de transport

Demande à l'Office

3 (1) Lorsque, relativement à une zone d'une province incluant ou comprenant une zone urbaine, appelée, dans la présente partie, « zone d'étude des transports », le gouvernement de la province et toutes les municipalités situées dans cette zone ont accepté un plan d'aménagement urbain et un plan de transport, appelé, dans la présente partie, un « plan accepté » pour cette zone d'étude des transports, la province ou une municipalité peut, sous réserve du paragraphe 4(1), demander à l'Office de rendre les ordonnances qu'il peut rendre en vertu des articles 7 ou 8 et qui sont nécessaires à la réalisation du plan.

Partie d'une zone urbaine

(2) L'Office peut recevoir une demande relative à une zone d'étude des transports qui ne comprend qu'une partie d'une zone urbaine si l'Office est convaincu que le plan accepté n'a une incidence importante que sur les municipalités situées en tout ou en partie dans la zone d'étude des transports à laquelle le plan accepté se rapporte.

Financial assistance

(3) Subject to subsection (4) and to such regulations as the Governor in Council may make in that behalf,

(a) the Minister of Transport may authorize the payment, out of moneys appropriated by Parliament therefor, of part of the cost of preparing such one or more transportation plans in respect of a transportation study area as are desirable to consider for the transportation study area; and

(b) the Minister of Transport may authorize the payment, out of moneys appropriated by Parliament therefor, of part of the cost of preparing such one or more urban development plans in respect of a transportation study area as are desirable to consider for the transportation study area.

Limitation

(4) Not more than fifty per cent of the amount of the cost of preparing urban development plans and transportation plans described in subsection (3) may be authorized for payment under that subsection.

R.S., 1985, c. R-4, s. 3; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Examination of federal involvement

4 (1) Where an application to the Agency under subsection 3(1) is made in respect of an accepted plan that contemplates the use of federal programs established under the authority of Parliament in implementing the urban development or transportation plans forming part of the accepted plan, the application shall not be received by the Agency unless it is shown to the Agency that

(a) the Minister of Transport is satisfied that the federal programs contemplated for use in the urban development plan forming part of the accepted plan are available and would contribute significantly to the improvement of any urban area within the transportation study area in respect of which the application is made; and

(b) the Governor in Council is prepared to authorize the allocation of moneys from the moneys appropriated by Parliament for the purposes of making relocation grants under this Part for the transportation plan forming part of the accepted plan in respect of which the application is made.

Regulating priorities

(2) The Agency may, if it deems it necessary to do so, make rules for the handling of applications under subsection 3(1), and may by those rules prescribe the periods during which applications will be received by the Agency

Aide financière

(3) Sous réserve du paragraphe (4) et des règlements que le gouverneur en conseil peut prendre à ce titre, le ministre des Transports peut autoriser le paiement, sur les crédits affectés par le Parlement à cette fin :

a) d'une partie du coût d'établissement du ou des plans de transport relatifs à une zone d'étude des transports qu'il est souhaitable de considérer pour cette zone d'étude des transports;

b) d'une partie du coût d'établissement du ou des plans d'aménagement urbain relatifs à une zone d'étude des transports qu'il est souhaitable de considérer pour cette zone d'étude des transports.

Restriction

(4) Ne peut être autorisé, en vertu du paragraphe (3), que le paiement de cinquante pour cent au plus du montant des frais d'établissement de plans d'aménagement urbain et de plans de transport décrits à ce paragraphe.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 3; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Examen de l'intervention fédérale

4 (1) Lorsque est présentée à l'Office, en vertu du paragraphe 3(1), une demande concernant un plan accepté qui prévoit l'utilisation de programmes fédéraux établis en vertu de pouvoirs conférés par le Parlement pour mettre en œuvre les plans d'aménagement urbain ou de transport faisant partie du plan accepté, l'Office ne peut recevoir cette demande que s'il lui est démontré que :

a) d'une part, le ministre des Transports est convaincu que les programmes fédéraux dont le plan d'aménagement urbain faisant partie du plan accepté prévoit l'utilisation existent et contribueraient sensiblement à l'amélioration d'une zone urbaine de la zone d'étude des transports à laquelle se rapporte cette demande;

b) d'autre part, le gouverneur en conseil est disposé à autoriser l'octroi, sur les crédits affectés par le Parlement, de subventions de déplacement de lignes prévues par la présente partie relativement au plan de transport faisant partie du plan accepté auquel se rapporte cette demande.

Réglementation des priorités

(2) L'Office peut, s'il l'estime nécessaire, établir des règles concernant la façon de traiter les demandes présentées en vertu du paragraphe 3(1), et il peut, au moyen de ces règles, prescrire les périodes de temps pendant lesquelles des demandes seront reçues; il peut également

and may adopt an order of priorities governing the receipt by it of those applications.

R.S., 1985, c. R-4, s. 4; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Financial plan to accompany application

5 An application under section 3 shall contain a financial plan showing

(a) how the costs and benefits of the transportation plan included in the accepted plan are to be shared by the province, the municipalities concerned, the railways affected by the accepted plan and any other interests that may be affected thereby;

(b) how the costs of the transportation plan included in the accepted plan are to be met having regard to any amounts that may be applied thereto or recommended therefor under this Act;

(c) the dates between which any payments or transactions required by the financial plan are to be made or carried out;

(d) all financial assistance available to meet the costs of the transportation plan included in the accepted plan from all sources other than financial assistance from the Agency; and

(e) such other information as the Agency deems necessary in respect of the transportation plan included in the accepted plan.

R.S., 1985, c. R-4, s. 5; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Submission to Agency of transportation plan

6 (1) The accepted plan, together with the financial plan, shall be filed with the Agency and the Agency may accept the transportation plan and the financial plan either as submitted or with such changes in either of them as the Agency considers necessary, if

(a) the financial plan will not, in the opinion of the Agency, either

(i) impose on any railway company affected thereby any costs and losses greater than the benefits and payments receivable by the railway company under the plan, or

(ii) confer on any railway company affected thereby any benefits and payments greater than the costs and losses incurred by the railway company under the plan;

adopter un ordre de priorité pour la réception de ces demandes.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 4; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Un plan de financement doit accompagner la demande

5 Une demande faite en vertu de l'article 3 doit être accompagnée d'un plan de financement indiquant, à la fois :

a) de quelle façon les coûts et les avantages du plan de transport compris dans ce plan accepté doivent être partagés entre la province, les municipalités en cause, les chemins de fer qu'intéresse ce plan accepté et tous autres intérêts auxquels celui-ci peut porter atteinte;

b) de quelle façon les frais du plan de transport compris dans ce plan accepté doivent être acquittés eu égard à toutes sommes qui peuvent y être affectées ou qui peuvent être recommandées à cet effet en vertu de la présente loi;

c) les dates entre lesquelles tous versements ou toutes opérations que nécessite le plan de financement doivent être effectués ou exécutés;

d) toute aide financière provenant de toutes sources autres qu'une aide financière de l'Office pour acquitter les frais du plan de transport compris dans ce plan accepté;

e) tels autres renseignements que l'Office estime nécessaires en ce qui concerne le plan de transport compris dans ce plan accepté.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 5; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Présentation à l'Office du plan de transport

6 (1) Le plan accepté, accompagné du plan de financement, est déposé devant l'Office et celui-ci peut accepter le plan de transport et le plan de financement, tels qu'ils ont été soumis ou avec les modifications à l'un ou à l'autre qu'il estime nécessaires si, à la fois :

a) de l'avis de l'Office, le plan de financement ne peut :

(i) ni occasionner à une compagnie de chemin de fer qu'il met en cause des frais et des pertes supérieurs aux avantages et aux versements qu'elle peut recevoir en vertu de ce plan,

(ii) ni accorder à une compagnie de chemin de fer qu'il met en cause des avantages et des versements supérieurs aux frais et aux pertes qui lui sont occasionnés par ce plan;

(b) the financial plan sets out the amounts that, in the opinion of the applicant, the Agency would likely apply or recommend for payment under this Act in order to carry the transportation plan into effect;

(c) when changes, if any, in the transportation plan or financial plan have been considered necessary by the Agency, the parties who prepared the accepted plan have agreed to modify that plan to the extent necessary to accord with the changes considered necessary by the Agency in the transportation plan or financial plan; and

(d) the Agency is satisfied that the financial assistance set out in the financial plan will be committed to the purposes of the transportation plan when required.

b) le plan de financement énonce les sommes que, de l'avis du requérant, l'Office affecterait ou recommanderait probablement de verser, en vertu de la présente loi, afin de mettre à exécution le plan de transport;

c) lorsque l'Office a jugé nécessaire de modifier le plan de transport ou le plan de financement, les parties qui ont établi le plan accepté ont convenu de le modifier dans la mesure nécessaire pour qu'il soit en accord avec les modifications que l'Office a jugé nécessaire d'apporter au plan de transport ou au plan de financement;

d) l'Office est convaincu que l'aide financière énoncée au plan de financement, sera engagée aux fins de celui-ci lorsque cela sera nécessaire.

Hearing

(2) Before making any order under section 7 or 8 in respect of any accepted plan, the Agency shall hold a hearing thereon.

R.S., 1985, c. R-4, s. 6; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Audience

(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu des articles 7 ou 8 relativement à un plan accepté qu'il a reçu, l'Office tient une audience au sujet de celui-ci.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 6; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Order following approval

7 For the purpose of carrying into effect a transportation plan accepted by the Agency under section 6, the Agency may, by order, require a railway company to cease to operate over any line within the transportation study area to which the transportation plan relates, and, if considered desirable or expedient, to remove any tracks, buildings, bridges or other structures from the land occupied by the railway company within that area.

R.S., 1985, c. R-4, s. 7; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359; 1996, c. 10, s. 260.

Ordonnance consécutive à l'approbation

7 Aux fins de l'exécution d'un plan de transport qu'il a accepté en vertu de l'article 6, l'Office peut, par ordonnance, enjoindre à une compagnie de chemin de fer de cesser de circuler sur toute ligne située dans la zone d'étude des transports à laquelle le plan de transport se rapporte et, si on le juge souhaitable ou opportun, d'enlever tous rails, bâtiments, ponts ou autres ouvrages des terrains qu'elle occupe dans cette zone.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 7; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359; 1996, ch. 10, art. 260.

Order following approval

8 (1) For the purpose of carrying into effect a transportation plan accepted by the Agency under section 6, the Agency may, by order, subject to any requirements imposed by or under the *Railway Safety Act*,

(a) require a railway company to permit the locomotives and trains of another railway company or the equipment of a rapid transit or public transit system to be operated over its lines or right-of-way within the transportation study area to which the transportation plan relates on such terms and conditions in respect of compensation as are set out in the financial plan accepted by the Agency and according to such rules as the Agency may prescribe with respect to those operations;

(b) require a railway company to operate only trains carrying such class or classes of traffic over such of its lines within the transportation study area to which the

Ordonnance consécutive à l'approbation

8 (1) Aux fins de l'exécution d'un plan de transport qu'il a accepté en vertu de l'article 6 et sous réserve des obligations découlant de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, l'Office peut, par ordonnance, enjoindre :

a) à une compagnie de chemin de fer de laisser circuler les locomotives et les trains d'une autre compagnie de chemin de fer ou l'équipement d'un système de transport rapide ou celui d'un système de transport en commun sur ses lignes ou lui octroyer un droit de passage dans la zone d'étude des transports à laquelle le plan de transport se rapporte, selon telles modalités d'indemnisation qu'énonce le plan de financement que l'Office a accepté, et suivant telles règles que celui-ci peut prescrire relativement à cette circulation;

b) à une compagnie de chemin de fer de ne faire circuler que des trains écoulant telle catégorie ou telles catégories de trafic sur telles de ses lignes, situées dans

transportation plan relates as may be specified by the Agency;

(c) require a railway company to build a railway line in such location as may be specified by the Agency within the transportation study area to which the transportation plan relates, or to make any connections between such railway lines or any rapid transit or public transit systems within the transportation study area as may be specified by the Agency; or

(d) require the closing of any existing railway crossing at grade level on any railway line within the transportation study area to which the transportation plan relates if the closing thereof is required under the transportation plan accepted by the Agency.

la zone d'étude des transports à laquelle le plan de transport se rapporte, que peut préciser l'Office;

c) à une compagnie de chemin de fer de construire une ligne de chemin de fer à tel endroit de la zone d'étude des transports que peut préciser l'Office ou d'installer dans la zone d'étude des transports à laquelle le plan de transport se rapporte, entre ces lignes de chemin de fer, toutes voies de raccordement ou tout système de transport rapide ou en commun que peut préciser l'Office;

d) la fermeture de tout passage à niveau existant sur toute ligne de chemin de fer située dans la zone d'étude des transports à laquelle le plan de transport se rapporte, si le plan de transport que l'Office a accepté exige cette fermeture.

Powers to acquire land

(2) When the Agency makes an order under subsection (1) requiring a railway company to build a railway line or to make any connections between railway lines, all the provisions of law at that time applicable to the taking of land by the railway company, to its valuation and sale and conveyance to the company, and to the compensation therefor, apply to the land required for the proper carrying out of that order.

R.S., 1985, c. R-4, s. 8; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359, c. 32 (4th Supp.), s. 116; 1999, c. 31, s. 187(E).

Pouvoirs d'acquisition des terrains

(2) Lorsque l'Office rend, en vertu du paragraphe (1), une ordonnance enjoignant à une compagnie de chemin de fer de construire une ligne de chemin de fer ou d'installer des voies de raccordement entre des lignes de chemin de fer, toutes les dispositions législatives applicables à ce moment-là à la prise de possession des terrains par la compagnie de chemin de fer, à leur évaluation, à leur vente et à leur transfert à la compagnie, ainsi que l'indemnité à laquelle il donne droit, s'appliquent aux terrains requis pour la bonne exécution d'une telle ordonnance rendue par l'Office.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 8; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359, ch. 32 (4e suppl.), art. 116; 1999, ch. 31, art. 187(A).

Acquisition of railway land

9 When the Agency makes an order under section 7 requiring a railway company to cease to operate over a line within a transportation study area, the Agency may recommend that the Minister of Public Works and Government Services acquire any land that is or was occupied as part of its railway undertaking by the railway company subject to such conditions as the Agency may prescribe, and the Minister of Public Works and Government Services may acquire such land by purchase or by expropriation under the *Expropriation Act*.

R.S., 1985, c. R-4, s. 9; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359; 1999, c. 31, s. 188.

Acquisition d'un terrain de chemin de fer

9 Lorsque l'Office rend en vertu de l'article 7 une ordonnance enjoignant à une compagnie de chemin de fer de cesser de circuler sur une ligne située dans une zone d'étude des transports, il peut recommander au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux d'acquérir tout terrain que cette compagnie de chemin de fer occupe ou occupait comme faisant partie de son entreprise, sous réserve de telles conditions qu'il peut prescrire; et le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux peut acquérir ce terrain au moyen d'un achat ou d'une expropriation que prévoit la *Loi sur l'expropriation*.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 9; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359; 1999, ch. 31, art. 188.

Necessary laws

10 An order under section 7 or 8 shall be issued only after the Agency is satisfied that the government of the province and each municipality that has agreed to the accepted plan have caused such laws to be passed or such

Lois nécessaires

10 L'Office ne peut rendre une ordonnance en vertu des articles 7 ou 8 que lorsqu'il est convaincu que le gouvernement de la province et chaque municipalité qui a donné son accord au plan accepté ont fait adopter les lois ou

orders to be made as are necessary to carry the accepted plan into effect.

R.S., 1985, c. R-4, s. 10; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

rendre les ordonnances qui sont nécessaires pour permettre l'exécution du plan accepté.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 10; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Power to dispose of property

11 The Minister of Public Works and Government Services may sell or lease or otherwise dispose of any land acquired pursuant to section 9 if that disposition is consistent with the accepted plan and any conditions prescribed by the Agency with respect to the acquisition of the land by that Minister.

R.S., 1985, c. R-4, s. 11; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359; 1999, c. 31, s. 189.

Pouvoir de disposer des biens

11 Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux peut vendre, louer ou autrement aliéner tout terrain acquis en application de l'article 9, si cette aliénation est en accord avec le plan accepté et avec les conditions que l'Office a prescrites relativement à l'acquisition de ce terrain par ce ministre.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 11; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359; 1999, ch. 31, art. 189.

Power to withhold funds

12 If, after accepting a transportation plan under section 6 and making orders under section 7 or 8 in respect thereof, the Agency is given reason to believe that the provisions of the transportation plan are not being carried into effect at the times and in the manner prescribed by the plan, any amounts that may be applied or recommended for payment by the Agency under this Act may be withheld by the Agency or the Minister of Transport until the Agency is satisfied that all reasonable efforts are being made to carry the plan into effect at the times and in the manner prescribed by the plan.

R.S., 1985, c. R-4, s. 12; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Pouvoir de retenir des fonds

12 Si, après qu'il a accepté un plan de transport en vertu de l'article 6 et rendu des ordonnances à cet effet en vertu des articles 7 ou 8, il est donné à l'Office des raisons de croire que les dispositions du plan de transport qu'il a approuvé ne sont pas mises à exécution aux dates et de la manière que prescrit ce plan, l'Office ou le ministre des Transports peut retenir toute somme que l'Office peut affecter ou recommander de verser en vertu de la présente loi, jusqu'à ce que l'Office ait la conviction que tous les efforts raisonnables sont faits pour mettre le plan à exécution aux dates et de la manière que prescrit ce plan.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 12; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Recommending relocation grant

13 (1) When an order is made by the Agency under section 7 or 8, the Agency may recommend to the Minister of Transport that a grant, in this Part referred to as a "relocation grant", be paid to meet part of the costs of implementing the transportation plan accepted by the Agency.

Recommandation d'une subvention de déplacement de lignes

13 (1) Lorsque l'Office rend une ordonnance en vertu des articles 7 ou 8, il peut recommander au ministre des Transports le versement d'une subvention, appelée à la présente partie « subvention de déplacement de lignes », destinée à couvrir une partie des frais de réalisation du plan de transport que l'Office a accepté.

Amount of relocation grant

(2) A relocation grant shall not exceed fifty per cent of the net costs of railway relocation as determined pursuant to section 15.

Montant de la subvention de déplacement de lignes

(2) Le montant d'une subvention de déplacement de lignes ne peut dépasser cinquante pour cent des frais nets de déplacement de lignes de chemin de fer déterminés en application de l'article 15.

Interest rate

(3) The Agency may, after consultation with the Minister of Transport and the Minister of Finance, establish a rate of interest to be used for the purpose of calculating the current value of items for which costs are required to be calculated for the purposes of this Part.

Taux d'intérêt

(3) L'Office peut, après consultation avec le ministre des Transports et le ministre des Finances, fixer un taux d'intérêt aux fins du calcul de la valeur courante d'articles dont il est nécessaire de calculer le coût pour l'application de la présente partie.

Payment of relocation grant

(4) When a relocation grant is recommended by the Agency in respect of a transportation plan accepted by it, the Minister of Transport may, subject to such terms and

Versement de la subvention de déplacement de lignes

(4) Lorsque l'Office recommande le versement d'une subvention de déplacement de lignes en ce qui concerne un plan de transport qu'il a accepté, le ministre des

conditions as he may consider necessary to effect the financial plan attached to the accepted plan in which that transportation plan was set out, authorize the payment out of moneys appropriated by Parliament therefor of an amount, not exceeding the amount limited under subsection (2), to defray part of the costs of carrying out the transportation plan.

R.S., 1985, c. R-4, s. 13; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Transports peut, sous réserve de telles modalités qu'il peut juger nécessaires à l'exécution du plan de financement annexé au plan accepté dans lequel ce plan de transport a été exposé, autoriser le versement, sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement, d'une somme ne dépassant pas celle dont le paragraphe (2) fixe les limites, afin de couvrir une partie des frais d'exécution de ce plan de transport.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 13; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Valuation of lands

14 Where pursuant to this Act a determination of the value of any land is required to be made by the Agency for the determination of the net costs of railway relocation, the Agency may appoint such qualified land appraisers as are necessary to determine the value of that land.

R.S., 1985, c. R-4, s. 14; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Évaluation des terrains

14 Lorsque, conformément à la présente loi, l'Office exige qu'on détermine la valeur d'un terrain afin de calculer le montant net des frais occasionnés par le déplacement de lignes de chemin de fer, l'Office peut nommer les évaluateurs fonciers compétents nécessaires pour calculer la valeur de ces terrains.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 14; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

Determining net cost of railway relocation

15 The Agency shall determine the net costs of railway relocation for the purposes of this Part in accordance with the rules set out in the schedule.

R.S., 1985, c. R-4, s. 15; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

Détermination des frais nets de déplacement de lignes de chemin de fer

15 L'Office détermine les frais nets de déplacement de lignes de chemin de fer pour l'application de la présente partie conformément aux règles énoncées à l'annexe.

L.R. (1985), ch. R-4, art. 15; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.

16 [Repealed, R.S., 1985, c. 32 (4th Supp.), s. 117]

16 [Abrogé, L.R. (1985), ch. 32 (4e suppl.), art. 117]

PARTS II AND III

[Repealed, R.S., 1985, c. 32 (4th Supp.), s. 118]

PARTIES II ET III

[Abrogées, L.R. (1985), ch. 32 (4e suppl.), art. 118]

SCHEDULE

(Section 15)

Determining Net Costs of Railway Relocation

1 For the purposes of this schedule,

costs of new railway facilities means the costs, as determined by the Agency, of any new railway facilities required to be built or provided as a result of any orders made by the Agency under section 7 or 8 of this Act to carry into effect a transportation plan accepted by the Agency, excluding the costs of any land that has been or may be acquired as a site for the new facilities and excluding the costs of any grade separations required to be built or provided as a result of any such orders; (*frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires*)

current value of existing maintenance and operating costs of facilities means the current capitalized value of any railway maintenance or operating costs, as determined by the Agency, over a fifteen year period at an interest rate established pursuant to subsection 13(3) of this Act, of any railway company or companies that would follow from the use of the existing railway facilities, within the transportation study area to which a transportation plan accepted by the Agency relates, over that period if no orders had been made by the Agency under section 7 or 8 of this Act to carry that transportation plan into effect; (*valeur courante des frais d'entretien et d'exploitation des installations existantes*)

current value of new maintenance and operating costs of facilities means the current capitalized value of any railway maintenance or operating costs, as determined by the Agency, over a fifteen year period at an interest rate established pursuant to subsection 13(3) of this Act, of any railway company or companies that would follow from

(a) the use of existing railway facilities that would continue to be used, within the transportation study area to which a transportation plan accepted by the Agency relates, during any part of the fifteen year period, and

(b) the use of new or improved railway facilities during that fifteen year period that would be required within that transportation study area as a result of any orders made by the Agency under section 7 or 8 of this

ANNEXE

(article 15)

Détermination des frais nets de déplacement des lignes de chemin de fer

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

baisse de la valeur des terrains en cause Baisse de la valeur de terrains appartenant à une ou plusieurs compagnies de chemin de fer qui résultera de l'exécution d'ordonnances rendues par l'Office, en vertu des articles 7 ou 8 de la présente loi, pour l'exécution d'un plan de transport qu'il a accepté, sans égard au fait que, par suite de telles ordonnances, les terrains cesseront ou non d'être des propriétés ferroviaires en vertu de quelque vente, donation ou expropriation ou seront acquis ou non par une ou plusieurs compagnies de chemin de fer par suite de quelque achat, donation ou expropriation. (*decrease in the value of relevant land*)

frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires Les frais, déterminés par l'Office, afférents à toutes nouvelles installations ferroviaires dont la construction ou la fourniture est nécessitée par des ordonnances rendues par l'Office, en vertu des articles 7 ou 8 de la présente loi, pour l'exécution d'un plan de transport qu'il a accepté, à l'exclusion des frais afférents à tout terrain qui a été ou peut être acquis pour recevoir les nouvelles installations et à l'exclusion des frais afférents aux croisements étagés dont la construction ou la fourniture est nécessitée par de telles ordonnances. (*costs of new railway facilities*)

hausse de la valeur des terrains en cause Hausse de la valeur de terrains appartenant à une ou plusieurs compagnies de chemin de fer qui résultera de l'exécution d'ordonnances rendues par l'Office, en vertu des articles 7 ou 8 de la présente loi, pour l'exécution d'un plan de transport qu'il a accepté, sans égard au fait que, par suite de telles ordonnances, les terrains cesseront ou non d'être des propriétés ferroviaires en vertu de quelque vente, donation ou expropriation ou seront acquis ou non par une ou plusieurs compagnies de chemin de fer par suite de quelque achat, donation ou expropriation. (*increase in the value of relevant land*)

valeur courante des frais d'entretien et d'exploitation des installations existantes La somme que l'Office juge être la valeur courante, après capitalisation et application du taux d'intérêt fixé conformément au

Act to carry the transportation plan into effect; (*valeur courante des nouveaux frais d'entretien et d'exploitation des installations*)

decrease in the value of relevant land means a decrease in the value of land owned by a railway company or companies that will result from the carrying out of any orders made by the Agency under section 7 or 8 of this Act to carry into effect a transportation plan accepted by the Agency, regardless of whether, as a consequence of any such orders, the land will pass out of railway ownership by virtue of any sale, donation or expropriation or will be acquired by a railway company or companies by virtue of any purchase, donation or expropriation; (*baisse de la valeur des terrains en cause*)

increase in the value of relevant land means an increase in the value of land owned by a railway company or companies that will result from the carrying out of any orders made by the Agency under section 7 or 8 of this Act to carry into effect a transportation plan accepted by the Agency, regardless of whether, as a consequence of any of those orders, the land will pass out of railway ownership by virtue of any sale, donation or expropriation or will be acquired by a railway company or companies by virtue of any purchase, donation or expropriation. (*hausse de la valeur des terrains en cause*)

paragraphe 13(3) de la présente loi, des frais d'entretien ou d'exploitation de chemin de fer qu'a occasionnés à une ou plusieurs compagnies de chemin de fer, sur une période de quinze ans, l'utilisation pendant cette période des installations ferroviaires existantes dans une zone visée par un plan de transport accepté par l'Office, lorsque l'Office n'avait pas rendu d'ordonnance en vertu des articles 7 ou 8 de la présente loi, pour l'exécution de ce plan de transport. (*current value of existing maintenance and operating costs of facilities*)

valeur courante des nouveaux frais d'entretien et d'exploitation des installations La somme que l'Office juge être la valeur courante, après capitalisation et application du taux d'intérêt fixé conformément au paragraphe 13(3) de la présente loi, des frais d'entretien ou d'exploitation de chemin de fer qu'occasionneraient à une ou plusieurs compagnies de chemin de fer, sur une période de quinze ans :

a) l'utilisation, à tout moment pendant cette période, d'installations ferroviaires existantes qui resteraient en service dans la zone visée par un plan de transport accepté par l'Office;

b) l'utilisation pendant cette période, dans la zone visée par un plan de transport accepté par l'Office, d'installations ferroviaires dont l'Office exigerait la création ou le réaménagement au moyen d'ordonnances rendues, en vertu des articles 7 ou 8 de la présente loi, pour l'exécution de ce plan de transport. (*current value of new maintenance and operating costs of facilities*)

2 The net costs of railway relocation shall be determined in accordance with the following rules:

(a) when there is a decrease in the value of the relevant land, the net costs of railway relocation shall be the amount that is equal to the aggregate of

(i) the amount of the decrease in the value of the relevant land, as determined to the satisfaction of the Agency, and

(ii) the adjusted costs of new railway facilities as determined under section 3 of this schedule;

(b) when there is an increase in the value of the relevant land, the net costs of railway relocation shall be the amount, if any, remaining after deducting the amount of the increase in the value of the relevant land, as determined to the satisfaction of the Agency, from the adjusted costs of new railway facilities as determined under section 3 of this schedule; or

2 Les frais nets de déplacement des lignes de chemin de fer sont déterminés conformément aux règles suivantes :

a) en cas de baisse de la valeur des terrains en cause, les frais nets de déplacement des lignes de chemin de fer consistent dans le total formé :

(i) du montant de la baisse de la valeur des terrains en cause, déterminé de façon jugée satisfaisante par l'Office,

(ii) des frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires, pondérés conformément à l'article 3 de la présente annexe;

b) en cas de hausse de la valeur des terrains en cause, les frais nets de déplacement des lignes de chemin de fer consistent en la somme obtenue, le cas échéant, en déduisant le montant de la hausse de la valeur des terrains en cause, déterminé de façon jugée satisfaisante

(c) when there is neither an increase in the value of the relevant land nor a decrease in the value of the relevant land, the net costs of railway relocation shall be the adjusted costs of new railway facilities as determined under section 3 of this schedule.

3 The adjusted costs of new railway facilities shall be determined in the following manner:

(a) when the current value of new maintenance and operating costs of facilities is greater than the current value of existing maintenance and operating costs of facilities, the adjusted costs of new railway facilities is the amount of the costs of new railway facilities plus the difference between the current value of new maintenance and operating costs of facilities and the current value of existing maintenance and operating costs of facilities;

(b) when the current value of new maintenance and operating costs of facilities is less than the current value of existing maintenance and operating costs of facilities, the adjusted costs of new railway facilities is the amount, if any, remaining after the difference between the current value of new maintenance and operating costs of facilities and the current value of existing maintenance and operating costs of facilities is deducted from the costs of new railway facilities; and

(c) when the current value of new maintenance and operating costs of facilities equals the current value of existing maintenance and operating costs of facilities, the adjusted costs of new railway facilities shall be the amount of the costs of new railway facilities.

R.S., 1985, c. R-4, Sch.; R.S., 1985, c. 28 (3rd Supp.), s. 359.

par l'Office, des frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires, pondérés conformément à l'article 3 de la présente annexe;

c) lorsqu'il n'y a ni hausse ni baisse de la valeur des terrains en cause, les frais nets de déplacement des lignes de chemin de fer consistent dans les frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires, pondérés conformément à l'article 3 de la présente annexe.

3 La pondération des frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires s'effectue de la façon suivante :

a) lorsque la valeur courante des nouveaux frais d'entretien et d'exploitation des installations est supérieure à la valeur courante des frais d'entretien et d'exploitation des installations existantes, la pondération des frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires consiste à leur ajouter l'écart entre ces deux valeurs;

b) lorsque la valeur courante des nouveaux frais d'entretien et d'exploitation est inférieure à la valeur courante des frais d'entretien et d'exploitation des installations existantes, la pondération des frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires consiste à en déduire l'écart entre ces deux valeurs, le résultat de cette opération pouvant éventuellement être nul;

c) lorsque la valeur courante des nouveaux frais d'entretien et d'exploitation des installations est égale à la valeur courante des frais d'entretien et d'exploitation des installations existantes, les frais afférents aux nouvelles installations ferroviaires sont considérés comme pondérés.

L.R. (1985), ch. R-4, ann.; L.R. (1985), ch. 28 (3e suppl.), art. 359.